

50 ans d'indépendance...

Tribune – Tribune libre - Jean-Pierre Domenichini - 22/07/10

Beaucoup se demandent ce que les Malgaches ont fait de leur cinquante ans d'Indépendance. Ceux qui arrivèrent au pouvoir, n'étaient pas des révolutionnaires voulant faire table rase du passé. Ils entérinèrent le choix républicain que Gallieni avait fait en 1897 en exilant la Reine contre sa volonté et en violation du traité de protectorat que la France avait imposé en 1895. Ils héritèrent du système totalitaire colonial imposé par la violence qui répondait bien aux critères par lesquels on définit le totalitarisme dans les États du 20^e siècle : avec un gouverneur général juridiquement un despote, une nomenclatura de citoyens français et assimilés, des « ennemis objectifs » malgaches et une idéologie globalisante imposant la Civilisation sur le modèle européen. S'il n'y avait pas un parti politique unique, du moins cette idéologie était défendue par un parti informel formé par la société coloniale, les membres de l'administration et les Églises chrétiennes. Totalitarisme mou en temps ordinaire quand les gens obéissent, il redevenait d'une grande violence, quand il se sentait menacé comme en 1947.

Les hommes choisis par la IV^e République pour diriger l'État et leurs successeurs acceptèrent jusqu'en 2001 les conditions posées à l'Indépendance : un chef d'État côtier, catholique, ayant fait des études en France et social-démocrate ou socialiste, Merina et nobles étant explicitement exclus. Avec des formes de gouvernance confiées, tout au long des 50 ans, à des partis dominants, sinon uniques. Avant 2002, on ne fit appel aux Merina que pour assurer les transitions, quand le système avait échoué. Les entractes démocratiques furent de courte durée pour finalement laisser place, issu d'un coup d'État avec la bénédiction du Nonce et d'un archevêque, au chaos du système unipersonnel d'Andry Rajoelina, chef de bande improvisé d'une grande faiblesse et populiste à la parole changeante.

La colonisation ne fut pas une initiation à la démocratie à l'occidentale. Les Églises en perte de vitesse après l'Indépendance au profit des cultes traditionnels ne furent sauvées que par le discours socialiste et matérialiste qui les attaquait fin des années 1970. Le mouvement œcuménique joua alors un grand rôle pour que soient respectées les libertés individuelles. Il semble bien s'être suicidé quand, en 2009, l'archevêque d'Antananarivo donna sa bénédiction au coup d'État.

Le plus grand des maux est bien la corruption qui gangrène le pays : la politique, surtout depuis 1975, est le chemin pris pour réaliser rapidement de grandes fortunes au dépens de l'État et du pays. C'est un modèle éminent depuis qu'il a été institué en 1951 par François Mitterrand, ministre de la France d'Outre-Mer, pour récompenser les fidèles de la France qui l'avait aidée à combattre l'insurrection en 1947. C'est aussi la conséquence d'un système qui, avant 1960, n'avait pas formé une classe d'intellectuels, d'ingénieurs et de techniciens supérieurs disposant d'un minimum de fortune nécessaire pour prendre en main les affaires du pays dans une action politique financièrement désintéressée. Les gouverneurs généraux avaient bien doté le pays de routes, de chemins de fer, d'écoles et d'hôpitaux, mais tous ces investissements avaient été réalisés par les impôts des Malgaches, lesquels servaient aussi à payer les salaires de tout le personnel des expatriés et qui rentraient en France avec leurs économies.

À ce système social déséquilibré économiquement, elle joignit un système déséquilibré culturellement et socialement et religieusement fracturé. Ce système s'entête à vouloir faire du français la langue de l'enseignement que seul parle un petit nombre. Il s'entête aussi à combattre la religion traditionnelle et refuse de voir que, dans les régions dites « chrétiennes » comme dans la région d'Antananarivo, seule moins de la moitié de la population appartient à l'une ou l'autre des Églises institutionnelles ou à l'une ou l'autre des sectes para-chrétiennes qui prolifèrent. Occidentalisée, la classe dirigeante est, dans son propre pays, étrangère, et incapable de comprendre les aspirations du grand nombre. Une partie de celle-ci continue à vouloir faire triompher la politique tribaliste et ethnique de Gallieni, alors que le pays ne parle qu'une seule langue, que l'on retrouve partout les mêmes coutumes et que, à part un petit nombre d'Africains qui se sont malgachisés comme en France les Polonais se sont francisés, les ancêtres de tous, et quelle que soit la couleur de leur peau, sont venus d'Asie du Sud-Est. Le pays reste pris entre l'universalité des droits que lui a imposée la République et la sacralité absolue du pouvoir léguée par les ancêtres qui reste effective dans de nombreuses circonstances.

Jean-Pierre Domenichini
*Historien et anthropologue,
Membre titulaire de l'Académie Malgache,
et Commandeur de l'Ordre National.*

Source : <http://www.madagascar-tribune.com/50-ans-d-independance,14411.html>